

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales

NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 7 DU 13 OCTOBRE 2009

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} OCTOBRE 2009

NOR : ASET1050085M

IDCC : 398, 533

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent des conventions collectives nationales des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de la branche du négoce des matériaux de construction.

Article 2

*Grille des minima conventionnels applicable
pour la durée légale du travail au 1^{er} octobre 2009*

Ouvriers et employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise

Coefficient 165 :

- partie fixe : 833,13 € ;
- valeur du point : 3,058 €.

Autres coefficients :

- partie fixe : 822 € ;
- valeur du point : 3,0734 €.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL conventionnel
I	165	1 337,70
II	170	1 344,48
	180	1 375,22
	195	1 421,32
III	210	1 467,42
	225	1 513,52
	245	1 574,99
IV	250	1 590,36
	270	1 651,82
	290	1 713,29
V	310	1 774,76
	330	1 836,23
	350	1 897,70

Article 3

Prime d'ancienneté

Compte tenu de la situation économique difficile de la branche du négoce des matériaux de construction et des perspectives, à ce jour, incertaines de reprise de l'activité, les parties signataires conviennent, dans le cadre du présent avenant, de surseoir à l'application de l'article 3.3 « Clause de sauvegarde » de l'accord du 5 juillet 2007 sur les salaires minimaux conventionnels des OETAM et, par conséquent, de ne pas revaloriser le barème de la prime d'ancienneté.

Article 4

Egalité salariale entre les hommes et les femmes

Les partenaires sociaux s'engagent à mesurer les écarts de situation, notamment de rémunération, dans des fonctions comparables, entre les hommes et les femmes et, le cas échéant, définir des mesures permettant de corriger voire supprimer les disparités.

Article 5

Clause de revoyure

Les parties signataires conviennent, dans le cadre du présent avenant, de surseoir à l'application de l'article 2 « Fixation des salaires minimaux

conventionnels mensuels », alinéa 3, de l'accord du 5 juillet 2007 sur les salaires minimaux conventionnels des OETAM, et de se revoir au plus tard le 1^{er} décembre 2010 pour l'ouverture de négociations salariales.

Article 6

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} octobre 2009.

Les parties signataires s'engagent, dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail, à déposer le texte pour extension.

Article 7

Révision. – Dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 8

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 9

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 13 octobre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FFNMC.

Syndicat de salariés :

FNCB CFDT.